

## COMMUNIQUÉ envoyé à la presse locale

### « Citoyens référents » à Saint-Malo, Osons! demande l'abandon du projet

Monsieur le maire et son équipe ont décidé sans débat de lancer un appel à candidature de citoyens référents.

Ils semblent avoir oublié qu'il est normal et légitime de veiller sur son voisin, au besoin de porter secours, de demander de l'aide ou d'appeler la police. Pas besoin d'introduire un intermédiaire dans la relation police-population déjà dégradée, dont la mission d'information risque de générer un climat délétère et suspicieux au sein de la population.

Convivialité, bienveillance, solidarité et protection sont les éléments indissociables d'une vie en commun sereine et équilibrée. Chaque citoyen·ne se doit d'exercer les quatre en direct et/ou dans des structures collectives comme les conseils de quartiers, les associations caritatives, d'entraide ou de défense d'intérêts, les clubs... Les moyens humains et les structures de l'État et des collectivités ayant vocation à aider, susciter, accompagner....

Notre ville ne connaît pas un taux de délinquance atypique ni des signes locaux objectivant un fort sentiment d'insécurité dans la population, et n'est pas spécialement sous-équipée en moyens de sécurité : 130 fonctionnaires de police nationale, 49 agents fonctionnaires municipaux, 60 caméras de surveillance.

La police ne sera pas mieux informée par ce réseau de supplétifs et ne pourra pas davantage venir à bout de la délinquance et des incivilités qui molestent une partie des habitants. La police de proximité détruite par M Sarkozy avait notamment pour mission de recueillir et de traiter les informations du terrain. Rappelons que la seule réponse répressive ne viendra pas à bout de ces problèmes.

**Plutôt que de persévérer dans ce projet de citoyens référents, le Maire et son équipe devraient agir enfin contre d'autres formes de délinquance dont les faits sont déjà renseignés :**

- Les actes illégaux dans la gestion du palais du Grand Large
- La déclaration d'intérêts 'inexacte' faite en début de mandat par l'ancien maire de Saint-Malo
- La répétition des pollutions de l'air par Timac Agro parfois ouvertement intentionnelle